Patrick Martin sur France Culture : « La jeunesse doit être une grande cause nationale »

Publié le 13 octobre 2026

Au micro de France Culture, Patrick Martin est revenu sur l'actuel malaise de la jeunesse et sur la révolte des lycéens. Il a aussi commenté la situation actuelle du débat public et les difficultés économiques de la France, en rappelant les solutions préconisées par le Medef et les entreprises.

Sur la jeunesse

"*Les étrangers voient la France d'une manière générale, pas seulement ce mouvement lycéen, avec une forme d'inquiétude, de curiosité pour certains, d'amusement pour ceux qui ne nous aiment pas. Ça ne contribue pas à la bonne image de la France. Ça n'enlève rien à la réalité : ce mouvement existe. Je considère que, dans les politiques publiques françaises, dans l'imaginaire collectif, dans les actions de la nation, la jeunesse n'est pas suffisamment prise en considération, alors qu'elle le mérite infiniment. Elle n'est pas suffisamment considérée, elle n'est pas suffisamment aidée, elle n'est pas suffisamment accompagnée. (…) Tout le monde n'en est pas suffisamment conscient. Il y a une profonde anomalie française quand on compare le taux d'emploi ou le taux de chômage des jeunes de la France avec des pays immédiatement voisins. Je prends un exemple : sept fois moins de jeunes au chômage en Suisse, en proportion de la population, bien sûr ; trois fois plus de jeunes en emploi aux Pays-Bas qu'en France. Si on règle ce sujet de la jeunesse, on règle, en définitive, beaucoup des problèmes sociétaux, financiers, économiques, sociaux et territoriaux de notre pays. (…) J'ai trois filles qui ont des profils très variés. Donc c'est aussi en tant que père et dorénavant grand-père que je m'intéresse, comme tout le monde devrait le faire, à cette jeunesse. Il y a une distorsion de traitement, entre cette jeunesse et les seniors dont on doit s'occuper. On parle beaucoup des retraites, et il le faut. Mais, comparativement, on n'est pas assez focalisé sur la jeunesse qui, par définition, incarne l'avenir de notre pays.*"

Sur la nécessaire collaboration entre les entreprises et l'Education nationale

"*Les entreprises sont très demandeuses d'une meilleure collaboration entre le monde de l'enseignement, dans toutes ses formes et à tous les niveaux, et précisément le monde de l'entreprise. On a eu un grand succès sur l'apprentissage. Eh bien, 98 % de ces apprentis sont dans les entreprises privées, alors même qu'elles ne représentent que 75 % de l'emploi. A contrario, les fonctions publiques n'ont pas accueilli les apprentis. Quand le ministre de l'Enseignement, de l'Education nationale de l'époque a souhaité que les élèves de seconde soient accueillis dans les entreprises en stage, séance tenante, j'ai donné mon aval. Séance tenante, on a mis en place des dispositifs. Séance tenante, dès la première année, on a accueilli 200 000 lycéens dans nos entreprises. Donc, notre propos, c'est de dire qu'il faut s'inspirer, en définitive, de ce qui marche dans d'autres pays. C'est-à-dire éclairer les jeunes, éclairer les enseignants aussi, pour qui j'ai beaucoup de respect, singulièrement pour ceux qui subissent des violences. Eclairer donc les uns et les autres sur ce qu'est l'entreprise, ce qu'est l'économie. Parce qu'effectivement, demander à des jeunes de 15 ans un choix d'orientation alors même qu'ils ont une vision très abstraite et très lointaine de la réalité de l'entreprise, qui est quand même le gros pourvoyeur d'emplois, eh bien, on ne les aide pas. (…) Le fait qu'on accueille le plus tôt possible des jeunes et des enseignants, c'est un moyen de leur montrer ce que sont les entreprises, ce que sont les secteurs d'activité. Le vrai problème qu'on a actuellement, c'est qu'il y a beaucoup d'orientations par défaut et il y a une espèce de mythologie qui voudrait que plus on poursuit des études, plus on se rapproche de l'emploi. On a 1.5 millions de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en*

études, ni en formation. Parmi eux, il y a plus de 20 % de diplômés de l'Enseignement supérieur. Ce sont des gens qui ont fait des efforts pour poursuivre des études longues, mais dans des formations qui n'ont pas, en tout cas pas suffisamment, de débouchés. Donc, c'est une meilleure intelligence collective que j'appelle de mes vœux. Et ça marche quand c'est en place. J'évoquais le cas de la Suisse, où on a 3,2 % de taux de chômage des jeunes, versus 21 à 22 % en France. En Suisse, vous avez les deux tiers de chaque classe d'âge qui passent par l'apprentissage. Donc il faut balayer ces espèces de préventions, de procès d'intention réciproques, d'ailleurs, entre l'entreprise et l'enseignement, parce qu'à la fin des fins, ce qui compte pour les jeunes, c'est d'avoir un avenir et de pouvoir faire des choix éclairés."

Sur l'apprentissage et l'enseignement scientifique et technique

"*98 % d'apprentis dans les entreprises, c'est combien ? C'est 800 000 jeunes qui sont en apprentissage dans les entreprises. Quand vous avez – je parle là en tant qu'entrepreneur – quand vous avez un apprenti dans votre entreprise, vous vous en occupez, vous le mentorez et vous l'accompagnez. C'est un investissement réel. Donc il ne faut pas nous faire dire des contrevérités. Et l'Enseignement supérieur est précisément le segment d'études où l'apprentissage s'est le plus développé. Donc cela existe, y compris pour des études d'ingénieur, des études de commerce, des études longues d'une manière générale. Là où on a un vrai problème, c'est qu'au regard d'une économie qui mute de plus en plus vite, qui est de plus en plus technologique, on a effectivement un manque d'effectifs et de formations dans les formations scientifiques et techniques. Comment répondre à ça ? D'abord, il faut qu'on rehausse notre niveau PISA, parce qu'on voit qu'on se déclasse singulièrement dans les matières scientifiques et les mathématiques. C'est quand même la base de tout. Ensuite, j'évoquais l'imaginaire collectif tout à l'heure. Il faut casser un certain nombre de stéréotypes. On a mis en place au Medef ce qu'on appelle Code F, qui est une plateforme qui interface les femmes qui, ayant suivi des études scientifiques et techniques, occupent dorénavant des postes très intéressants dans les entreprises et qui deviennent des référentes pour des jeunes femmes, des jeunes filles qui, elles-mêmes, par conformisme, considèrent ne pas être faites pour ça. Elles passent à côté d'opportunités très intéressantes pour elles et bien nécessaires pour notre pays. On a dorénavant moins de 25 % de femmes dans nos écoles d'ingénieurs. C'est aberrant, et ça baisse. Vous allez au Maroc, où il y a d'excellentes écoles d'ingénieurs : il y a 49 % de femmes, parce que le travail a été fait pour casser ces stéréotypes et pour inciter, encourager en tout cas les jeunes femmes à s'orienter vers ces formations. Donc, il faut, parce que l'économie en a besoin, parce que ce sont de belles opportunités professionnelles, encourager les jeunes à s'orienter vers ces métiers scientifiques et techniques, et singulièrement les femmes.*"

Sur la révolte lycéenne

"*Je comprends les lycéens. Alors il y a des enjeux, il y a des mots d'ordre, il y a des revendications sur les installations. Bon, j'avoue que ce n'est pas tellement mon propos, je n'ai pas d'avis éclairé là-dessus. En revanche, je les rejoins totalement sur le fait qu'on ne leur donne pas suffisamment de visibilité quant à leur avenir. Or, il y a un avenir dans ce pays. Moi, je crois dur comme fer à la réussite de la France. Et donc il faut arrêter de les égarer, de les couper du monde d'une certaine manière, comme on le fait, animés par de bonnes intentions pour les protéger. Mais à trop vouloir les protéger, en définitive, on les fragilise. Là où je ne suis pas du tout d'accord, c'est avec les violences. J'évoquais tout à l'heure le sort des enseignants, mais c'est vrai des pompiers, c'est vrai des forces de l'ordre. Là, on dépasse les limites. C'est le fait d'une minorité qui est parfois instrumentalisée ou récupérée par certains mouvements politiques extrémistes qui mettent en péril la cohésion nationale et qui égarent ces jeunes, qui les exposent, y compris physiquement. Ça, c'est inadmissible. Donc je distingue bien un fondement de contestation que je partage en partie, parce qu'il faut redonner des perspectives à ces jeunes, et des expressions qui sont horriblement dangereuses. (…) Il me semble, je vais être très prudent et très modeste, qu'une des raisons pour lesquelles cette jeunesse éprouve des problèmes de santé mentale, mais pas que, c'est précisément qu'on ne lui donne pas de perspectives. Ce n'est pas très engageant de devoir faire des études sans savoir sur quoi elles vont déboucher. Les difficultés de logement des jeunes, par exemple, sont absolument scandaleuses. Donc c'est un horizon un peu bouché. Et le fait qu'il y ait une meilleure collaboration entre toutes les*

parties prenantes, dont les entreprises et le monde de l'enseignement, cela débloquerait beaucoup de choses. Il y a un certain nombre de précédents à travers la planète qui le démontrent. Il faut casser ces espèces de barrières qui existent encore trop, même si progressivement elles tombent. J'ai signé, par exemple, une très belle convention avec France Universités. C'est très concret, c'est opérationnel, on avance, mais il faut accélérer."

Sur le défi de l'intelligence artificielle

"*L'IA c'est une raison supplémentaire pour qu'on élabore ensemble des cartes de formation. Je prends le cas des lycées professionnels, qui est un sujet absolument passionnant et là aussi un peu un scandale français. Eh bien, le fait que les entreprises ne soient pas associées à la carte des formations qui décide de l'offre de formation dans ces lycées professionnels, c'est une erreur fondamentale. Je ne dis pas que les entreprises détiennent la vérité révélée, mais, sur l'intelligence artificielle, on a une compréhension des choses, un éclairage, notamment parce qu'on est très ouvert sur le monde, qui permettrait d'optimiser l'orientation des jeunes, là où parfois on les égare encore dans des formations qui n'ont plus de débouchés. On a trois grands défis. On a le défi climatique, qui n'est pas neutre, il est existentiel. On a le défi du digital et de l'intelligence artificielle. On a le défi démographique. J'ai proposé aux syndicats, il y a maintenant deux ans et demi, qu'on travaille ensemble sur ces sujets-là. Je peux vous dire qu'on n'avance pas très vite, et moi, je veux avancer vite.*"

Sur le débat public

"*Je pense qu'il y a, d'une manière générale, une agressivité dans le débat public qui augmente, et c'est très préoccupant. Alors est-ce que c'est du fait des médias du groupe Bolloré ? Je ne le dirais pas comme ça. Mais plus généralement, quand on en arrive à des menaces personnelles sur certains personnages de l'Etat, je pense à ce qui a été dit, par exemple, sur le gouverneur de la Banque de France, tout ça est extrêmement grave pour la démocratie lorsque les médias sont forcément des caisses de résonance pour ces expressions-là. Mais nous, on appelle à beaucoup de respect, d'abord, et à beaucoup plus de modération dans les expressions. (…) A certains égards, l'extrême droite nous fait peur, effectivement. Nous, on est pour l'Europe, on est pour la liberté d'une manière générale, on est très décalés des positions de l'extrême droite, par exemple sur l'immigration économique choisie, j'insiste, économique choisie. Et puis, on est libéraux en toute chose. Les positions d'une certaine extrême droite sont très étatistes, et on pense que ça va à contresens des intérêts du pays. (…) je vais commencer par vous dire qu'on ne se lève pas tous les matins en pensant au Rassemblement national, pas plus d'ailleurs qu'à LFI ou à qui que ce soit d'autre. Parce que notre préoccupation numéro 1, en ce moment, c'est la croissance, l'emploi et la compétition internationale. C'est à travers cette grille de lecture qu'on apprécie les uns et les autres. La préférence nationale, moi, je n'ai toujours pas bien compris ce que c'était. (…) Je m'étonne que dans notre pays, on en soit là. Ça rappelle d'ailleurs un petit peu ce qui se passe aux Etats-Unis, et que certains dénoncent en faisant la même chose chez nous. Quand, à l'époque, monsieur Trump a accablé le président de la Réserve fédérale, et que je vois aujourd'hui le gouverneur de la Banque de France nominativement pris à partie et menacé de poursuites, je trouve ça effrayant, effrayant. (…) Quand on vous accable, quand on vous stigmatise, quand on ne prend pas en compte le fait que ce sont les entreprises qui tirent le pays et qu'on vient canarder les entreprises privées. Je trouve ça incompréhensible. Et s'en prendre à ma personne, c'est d'une facilité, j'allais dire, c'est d'une lâcheté extraordinaire. En dénaturant des propos. Ce dont je me suis ému, c'est du fait que certaines organisations syndicales, qui, pour des raisons qui leur appartiennent et que je ne juge pas, sont très focussées sur le politique, soient, par voie de conséquence, un peu moins engagées en matière de démocratie sociale. Or, moi, je pense que la démocratie sociale est plus que jamais nécessaire, précisément au regard d'une forme de dérive du débat politique. Et donc si nous, partenaires sociaux, nous n'assumons pas nos responsabilités… J'évoquais tout à l'heure les grands chantiers du dérèglement climatique, de l'intelligence artificielle, de la démographie… d'autres le feront à notre place. Et les premiers à s'en plaindre, le jour venu, ce seront les syndicats qui n'auront pas pleinement assumé leur rôle de démocrates sociaux.*"

Sur la présidentielle

"Je voterai à la présidentielle. C'est un choix personnel. Et pour tout vous dire, à ce jour, il n'est pas fixé. Il y a une offre qui n'est pas stabilisée, c'est le moins qu'on puisse dire. Il y aura peut-être de nouvelles candidatures qui émergeront. Mais, plus fondamentalement, ce qui me préoccupe à titre individuel, mais en tant que président du Medef, c'est qu'on ait une meilleure prise en compte de la réalité de la situation, et en particulier de la brutalité, de la violence de la compétition internationale, y compris sur le plan économique. Je suis très choqué, et très inquiet, à vrai dire, de voir qu'on a un débat politique français qui est très autocentré. Or, y compris par rapport à des pays directement voisins, je pense à l'Espagne, où j'étais il y a une semaine, on est en train de décrocher. On ne réglera pas les problèmes d'emploi et de pouvoir d'achat si on ne génère pas de la croissance. Qui parle de croissance ? (…) Je ne vous cache pas que certains de nos adhérents, par défaut, pourraient s'orienter vers le Rassemblement national, de peur que LFI accède au pouvoir. Je l'assume, je le dis, je l'ai dit la semaine dernière, je le redis ici, en insistant sur le fait que LFI a déformé mes propos. Mais il n'y a pas d'engouement pour le RN. D'abord, on attend tous de voir quelle sera l'offre politique à ce moment-là. J'ai simplement signalé que, sur les impôts de production, une profonde anomalie française qui pénalise notre compétitivité, qui pénalise notre croissance, qui pénalise l'emploi, il y a eu une avancée du Rassemblement national qui va dans le sens de ce que demande le Medef depuis plus de dix ans."

Sur la situation économique

"On parle de la dette publique, qui est quelque chose d'assez abstrait en définitive, et les montants eux-mêmes sont assez abstraits quand on arrive à des milliers de milliards. Mais ça impacte d'ores et déjà les particuliers à travers le crédit à la consommation, le crédit immobilier, et les entreprises sur leurs crédits d'investissement et leurs crédits de trésorerie. Donc il y a un phénomène d'étouffement à la fois de la sphère publique et de la sphère privée. Raison supplémentaire pour qu'on mette bon ordre dans les finances publiques, qui sont en pleine dérive. Il faut faire des économies, pour commencer. On est rattrapés par la patrouille actuellement, par les taux d'intérêt. Moi, je ne pronostique pas l'arrivée du FIM et de la BCE dans les mois qui viennent. (…) Il y a une composante internationale dont on n'est pas maître, notamment au prix des hydrocarbures. Tout ça, on le subit comme tout un chacun. Mais il y a une composante spécifiquement française qui est extrêmement grave et sur laquelle on a la main. Donc à un moment donné, il faut prendre acte du fait que nous avons des politiques, et notamment des politiques sociales, dont on n'a plus les moyens. Je ne m'en réjouis pas. C'est un état de fait. Le creusement des déficits et de la dette tient essentiellement à nos régimes sociaux. Alors on peut se dire que rien ne nous arrivera jamais. On peut imaginer qu'on va effacer la dette, ce qui est une vue de l'esprit. A un moment donné, il faut prendre acte de ceci et faire des choix courageux. Mais faire des choix courageux, c'est surtout se mettre en perspective. Je reviens à ce que je disais sur la jeunesse tout à l'heure : il faut donner un projet à ce pays. Et il va falloir remettre de l'ordre dans nos finances publiques, comme tous les autres pays l'ont fait. J'étais en Espagne, la semaine dernière. Les Espagnols nous regardent avec une forme de condescendance, mais ils ont porté l'âge de départ à la retraite à 66 ans. L'Espagne, cette année, va avoir un taux de croissance six fois supérieur au nôtre. Et là, on a moins de problèmes de pouvoir d'achat. Là, on a moins de problèmes d'emploi. Donc ce sont des réalités. (…) Il y a une autre dimension, c'est qu'il faut qu'on travaille plus dans ce pays, les jeunes pour commencer, je réinsiste là-dessus, mais également les seniors, ça génère de la richesse. Et, à la fin des fins, c'est la quadrature du cercle. Si on ne veut pas travailler plus, il ne faut pas s'étonner que le pouvoir d'achat souffre. Ce qui est terrible, bien sûr, pour les particuliers, mais aussi pour le pays d'une manière générale. Il ne faut pas s'étonner que la compétitivité de la France se dégrade. Tout ça, c'est le B.A.-BA de l'économie. A un moment donné, ça serait peut-être bien que nos politiques parlent d'économie et au passage parlent d'entreprise. Il faudrait qu'on ait plus de gens au travail. Et donc si on a des jeunes mieux formés et mieux orientés, il y aura plus de jeunes au travail et ça contribuera pour partie... Mon objectif et mon engagement, c'est qu'on divise par deux le taux de chômage des jeunes, qui est de 22 %, c'est-à-dire le double de la moyenne européenne, dans les cinq ans. Bon, c'est ambitieux, mais ce n'est pas irréaliste. Donc si on a plus de gens qui travaillent, on équilibre mieux nos régimes sociaux et on crée de la richesse. Dans la réforme des retraites proposée par Madame Borne et malheureusement suspendue, le principal rendement n'était pas sur l'équilibre direct du régime, il était dans la création de richesses et d'emplois.

Donc il faut se mettre ça en tête. Ça plaît, ça ne plaît pas, c'est une réalité. Mais la préoccupation des Français, la première préoccupation des Français, quelle est-elle ? Le pouvoir d'achat. Il faut générer de la richesse. Et pour générer de la richesse, il faut deux choses : travailler plus, travailler mieux. Et par ailleurs attirer et faire s'investir des capitaux. On ne prend pas exactement cette direction actuellement. (…) Les entreprises françaises sont parmi les plus taxées au monde. Typiquement, le CICE n'existe plus. On a en face des allègements de charges. Très bien. Qu'est-ce que fait le gouvernement ? Qu'est-ce que prévoit le gouvernement pour 2027 ? Il prévoit, à travers le rabotage de ces allègements de charges et à travers un transfert aux complémentaires santé de dépenses de santé, donc un transfert aux entreprises et aux salariés, un renchérissement du coût du travail de plus de 12 milliards d'euros, au même moment où, à bon droit, les salariés nous demandent des augmentations de salaire au regard de l'inflation, au regard, en particulier, du prix du carburant. Quand vous amputez les marges de manœuvre des entreprises de 12 milliards d'euros, c'est autant d'argent qui n'est plus disponible. Je ne comprends pas que certaines formations politiques, certains syndicats se réjouissent de la réduction des allègements de charges alors que, précisément, ils demandent des revalorisations salariales. A un moment donné, un euro reste un euro. (…) Ce qu'on appelle le partage de la valeur ajoutée est, en France, un des plus équitables au monde. On en a pris acte avec les organisations syndicales. Ça a d'ailleurs donné lieu à un accord national interprofessionnel. Bien. Non seulement c'est un des plus équitables au monde, mais il ne s'est pas déformé au détriment des salariés et au bénéfice des actionnaires sur les dernières décennies. Donc à un moment donné, bien sûr qu'il peut y avoir des comportements individuels qu'on peut apprécier diversement. Mais faire d'un cas individuel une généralité, alors que la généralité n'est pas celle-là, moi, je veux crever cette baudruche, ce n'est pas vrai que les entreprises françaises sont inéquitables dans la répartition de la valeur ajoutée. (…) Moi, mon objectif, c'est que ce pays soit plus prospère. Et pour qu'il soit plus prospère, il faut générer plus de richesses. Comment peut-on générer plus de richesses ? Est-ce que c'est en piquant systématiquement dans la poche de l'un pour mettre dans la poche de l'autre ? Ça ne créera pas un euro de richesse de plus. Pas de croissance, pas d'emplois. Au contraire, il y a des gens qui lèveront le pied."

>> Réécouter l'interview sur le site de France Culture